

Le Royaume de Belgique, qui compte environ 10,7 millions d'habitants, est une démocratie parlementaire dotée d'une monarchie constitutionnelle au sein de laquelle le Roi joue un rôle essentiellement symbolique. Il s'agit d'un État fédéral, qui comporte plusieurs niveaux de gouvernement : national, régional (Flandre, Wallonie et Bruxelles), communautaire (flamand, francophone et germanophone), provincial et local. Le Conseil des ministres (gouvernement), présidé par le Premier Ministre, reste en place tant qu'il a la confiance de la Chambre basse du Parlement bicaméral. Les élections parlementaires fédérales qui se sont déroulées dans l'année ont été jugées libres et équitables. Les forces de sécurité dépendent des autorités civiles.

En matière de droits de l'homme, les problèmes suivants ont été signalés : engorgement des prisons, durée excessive de la détention provisoire, mauvaises conditions de détention avant l'expulsion d'adultes et d'enfants déboutés de leur demande d'asile, violences envers les femmes, maltraitance d'enfants, trafic d'êtres humains et discrimination raciale et ethnique sur le marché de l'emploi.

## **RESPECT DES DROITS DE L'HOMME**

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, notamment absence de :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Aucune exécution arbitraire ou illégale de la part de l'État ou de ses agents n'a été signalée.

b. Disparitions

Aucune disparition à caractère politique n'a été signalée.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi interdit de telles pratiques. Dans son rapport du 23 juillet sur la situation dans les prisons belges, le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT), émanation du Conseil de l'Europe, a fait état d'événements survenus dans la prison de Forest les 22 septembre et 30 octobre 2009. Le personnel habituel de la prison étant en grève, la police locale de Forest a pris la relève ; des prisonniers ont été battus et injuriés, et deux d'entre eux ont dû être hospitalisés. Une enquête disciplinaire et une enquête pénale étaient en cours. Les deux officiers chargés d'encadrer les policiers ont été suspendus temporairement ; le Conseil d'État a néanmoins levé ces suspensions pour vice de forme.

### Conditions de vie dans les prisons et les centres de détention

Dans l'ensemble, les conditions de vie dans les prisons et les centres de détention ont respecté les normes internationales, mais le problème de l'engorgement des prisons subsistait.

Les pouvoirs publics ont autorisé des observateurs indépendants de défense des droits de l'homme à effectuer des visites de contrôle, et des visites ont eu lieu en cours d'année.

Au 1<sup>er</sup> mars, 10 561 personnes étaient détenues dans des prisons et des centres de détention, 400 de plus qu'en mars 2009. La capacité de ces établissements était de 9 105 places.

Dans son rapport du 23 juillet, le CPT a cité un certain nombre d'allégations de mauvais traitements de la part de gardiens. Plusieurs détenus de la prison d'Ittre se sont plaints d'avoir été battus par des gardiens dans les cellules dites nues alors qu'ils étaient menottés (pour des motifs disciplinaires, les détenus peuvent être déshabillés et enfermés dans des cellules distinctes). Le 8 août 2009, à la prison de Jamioux un détenu atteint d'aliénation mentale qui refusait d'être placé en isolement aurait été tué par trois gardiens qui tentaient de le maîtriser. Une enquête de police était en cours.

En juin 2009, un rapport du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe indiquait que sur l'ensemble des prisons 75 pour-cent étaient surpeuplées. Il a également fait part de la préoccupation que lui inspiraient les violences entre prisonniers, le délabrement de certaines prisons et le manque de soins. Bien que les pouvoirs publics aient rénové certains établissements pénitentiaires anciens, le nombre d'incarcérations a dépassé celui des nouvelles places. Les détenus provisoires représentaient 34 pour-cent de la population carcérale.

Les prisonniers et les détenus bénéficient raisonnablement de visites et sont autorisés à pratiquer leur religion. Les autorités permettent aux prisonniers et aux détenus de déposer plainte et d'alléguer de conditions inhumaines auprès des instances judiciaires, et ce sans recourir à la censure. Les autorités ont diligenté des enquêtes sur les allégations crédibles de conditions inhumaines, et les conclusions ont été rendues publiques. Les pouvoirs publics ont enquêté sur les conditions dans les prisons et les centres de détention, et un suivi a été assuré.

Les pouvoirs publics ont autorisé les visites de parlementaires et d'organisations indépendantes de défense des droits de l'homme dans les prisons et les centres de détention au cours de l'année. Le CPT s'est intéressé particulièrement aux conditions dans les prisons et les camps de détention. Le médiateur fédéral, chargé de protéger les droits des citoyens, permet à chacun de ceux-ci de lui soumettre les problèmes qu'ils rencontrent avec l'administration. En 2009, à la demande de détenus de la prison de Merksplas, le médiateur fédéral a recommandé au ministère de la Justice de ne pas utiliser un bâtiment de cet établissement parce que les cellules y étaient petites, bondées et dépourvues d'eau courante. Suite au rapport déposé par le médiateur, le ministère de la Justice a procédé aux améliorations qui s'imposaient en vue de rouvrir le bâtiment.

Pendant l'année, le ministère de la Justice a poursuivi la mise en œuvre du plan directeur 2008-2012, qui prévoit la construction de sept nouveaux établissements pénitentiaires et la rénovation de l'infrastructure existante. Pour pallier l'engorgement, 500 détenus ont été envoyés purger une partie de leur peine dans des prisons néerlandaises. Sur l'ensemble des détenus, quarante pour-cent n'avaient pas la nationalité belge. Les autorités pénitentiaires ont servi des repas adaptés aux normes alimentaires des différentes confessions pratiquées par les détenus. En mars, il y avait 420 femmes détenues, soit environ 4 pour-cent de la population carcérale. Aucune pratique abusive particulière n'a été signalée dans les sept prisons ou des femmes étaient détenues.

#### d. Arrestations ou détentions arbitraires

La loi interdit l'arrestation et la détention arbitraires ; les pouvoirs publics ont généralement respecté ces interdictions.

#### Rôle de la police et des services de sécurité

La police fédérale est chargée de la sécurité intérieure ainsi que du respect du droit et de l'ordre public à l'échelle nationale. La police locale était répartie en 196 corps de police correspondant à autant de zones. L'Inspection générale de la police fédérale (AIG) a enregistré 1 153 plaintes en 2009, et sa commission disciplinaire a traité 57 affaires. Un comité indépendant de contrôle (le Comité P) supervise également les activités policières. Dans un rapport remis aux parlementaires en janvier, ce comité a indiqué avoir reçu 2 401 plaintes concernant l'attitude aussi bien de la police fédérale que locale. Ont été mis en cause des comportements discriminatoires, des brutalités, des manifestations de racisme, des non-interventions, des atteintes à la vie privée et des détentions arbitraires. Le comité a fait observer que des officiers de police enfreignaient fréquemment les règles et les réglementations dès lors qu'ils avaient affaire à des étrangers sans papiers, des prostituées et des squatteurs. Le pouvoir civil a exercé un contrôle effectif sur la police fédérale et locale ainsi que sur les forces armées, des mécanismes efficaces permettant d'enquêter sur les abus d'autorité et la corruption et de les réprimer.

#### Procédures d'arrestation et conditions de détention

Aux termes de la constitution, un individu ne peut être arrêté qu'en flagrant délit ou sur ordonnance d'un juge rendue dans les 24 heures. La loi confère à toute personne détenue le droit de faire contrôler rapidement le bien-fondé de sa détention ; ce droit a généralement été respecté par les autorités. Les détenus ont été informés de leurs chefs d'accusation dans les délais prévus. Le système en place de mise en liberté sous caution fonctionne correctement. Hormis l'incarcération, les sanctions comprennent la mise en liberté conditionnelle, les travaux d'intérêt général, la probation et la surveillance électronique. En 2009, le ministère de la Justice a traité 10 112 dossiers de peines de substitution (telles que travaux d'intérêt général), contre 10 131 l'année précédente. À fin 2009, 928 condamnés supplémentaires étaient équipés d'un bracelet électronique et faisaient l'objet d'un suivi hors des prisons.

La loi confère des droits aux détenus en matière de régime disciplinaire, de correspondance, de conversations téléphoniques et de pratiques religieuses. Des brochures ont été distribuées aux détenus pour les informer de leurs droits. Des tribunaux d'application des peines sont chargés des questions de mise en liberté, de permissions de sortie et de surveillance électronique. La législation protège les délinquants atteints de troubles mentaux ; les pouvoirs publics ont mis en place des programmes pour traiter un plus grand nombre de ces détenus hors des prisons.

Les chiffres de 2010 indiquent que les détentions provisoires concernaient pratiquement 35 pour-cent de la population carcérale. La durée moyenne de la détention provisoire a été d'environ 90 jours.

#### e. Refus de procès public et équitable

La constitution et la loi stipulait l'indépendance du pouvoir judiciaire ; cette indépendance a généralement été respectée par les pouvoirs publics dans la pratique.

#### Déroulement des procès

La constitution garantit le droit à un procès équitable ; un système judiciaire indépendant a généralement fait appliquer ce droit. Tous les prévenus bénéficient de la présomption d'innocence et

ont le droit d'être présents à leur procès, d'être assistés par un avocat (aux frais de l'État, si nécessaire), d'être confrontés aux témoins, de produire des preuves et de faire appel.

La loi confère aux tribunaux nationaux la compétence pour juger de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité perpétrés hors du pays dès lors que la victime ou son agresseur est un ressortissant belge ou un résident étranger en situation régulière.

#### Prisonniers et détenus politiques

Aucun prisonnier ou détenu politique n'a été signalé.

#### Décisions judiciaires régionales relatives aux droits de l'homme

Le 10 janvier, la CEDH a rendu sa décision dans l'affaire Muskhadzhieva concernant cinq demandeurs d'asile tchéchènes, une mère et ses quatre enfants. La famille était arrivée en Belgique le 11 octobre 2006 et avait demandé l'asile le 12 octobre. Sa demande ayant été rejetée, tous les membres de la famille ont été placés dans un centre fermé. La famille a finalement porté l'affaire devant la CEDH en septembre 2007. Les magistrats ont conclu à deux violations des droits de l'homme, à savoir que les enfants avaient été détenus dans un centre fermé destiné exclusivement à des adultes et que l'état de santé des enfants était très mauvais. En dédommagement, l'État a versé 17 000 € (22 780 \$) à cette famille. Par ailleurs, la réglementation belge interdit désormais de placer des enfants dans des centres fermés, quand bien même ils seraient accompagnés d'adultes.

En 2009, la CEDH a prononcé des arrêts condamnant la Belgique pour cinq atteintes au droit à un procès équitable, deux procédures d'une longueur excessive, une atteinte au droit à la liberté et la sécurité, une absence d'enquête effective et, dans une affaire, pour traitement inhumain et dégradant, selon les définitions que la Convention européenne des droits de l'homme donne de ces violations. Le gouvernement s'est plié à l'ensemble des décisions de la CEDH.

#### Procédures judiciaires civiles et recours

Il existe un système judiciaire indépendant et impartial en matière civile. Les plaignants peuvent demander réparation soit à titre personnel, soit par le biais d'organisations spécialisées de défense des droits de l'homme, conformément à la législation antidiscriminatoire en vigueur.

#### f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La constitution et le code pénal interdisent de telles ingérences ; les pouvoirs publics ont généralement respecté ces interdictions dans la pratique.

### Section 2 Respect des libertés civiles, notamment :

#### a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La constitution et la loi garantissent la liberté d'expression et la liberté de la presse ; les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits dans la pratique. Une presse indépendante, un système

judiciaire efficace et un système politique démocratique fonctionnant correctement ont permis d'assurer la liberté d'expression et de la presse.

La négation de l'Holocauste constitue une infraction pénale et a donné lieu à une condamnation dans l'année. Le 15 septembre, la Cour d'appel de Bruxelles a confirmé la condamnation pour négationnisme de Roeland Raes (membre du parti extrémiste flamand Vlaams Belang) suite à ses propos de 2001 qui contestaient l'authenticité du journal d'Anne Frank (cf. la section 6, Antisémitisme). Les gens ont pu critiquer le gouvernement en public et en privé sans être inquiétés.

Le 31 mars, un groupe de musulmans extrémistes dénommé « Sharia4Belgium » a interrompu une conférence organisée par l'Université d'Anvers. Cette conférence s'intitulait « Le débat sur l'islam : vive Dieu, à bas Allah ». La police a fait sortir une vingtaine de protestataires qui vociféraient, sans qu'il y ait eu à déplorer de violences. Aucun n'a été arrêté.

#### Liberté sur Internet

Les pouvoirs publics n'ont imposé aucune restriction à l'accès à des sites Internet. Aucun cas de surveillance par l'État de courrier électronique ou de forum de discussion sur Internet n'a été signalé ; les individus et les groupes ont pu exprimer pacifiquement leurs opinions sur Internet, y compris par courrier électronique. En collaboration avec les pouvoirs publics, Child Focus – un organisme financé par l'État qui œuvre en faveur des enfants disparus et exploités – a élaboré des programmes visant à mettre les internautes en garde contre les sites présentant des contenus illégaux, en particulier ceux à caractère pédopornographique.

Selon les statistiques de l'Union internationale des télécommunications pour 2009, environ 76 pour-cent des habitants du pays ont utilisé Internet.

Aucune tentative de collecte de données d'identification personnelle d'internautes de la part des pouvoirs publics n'a été signalée.

#### Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Les pouvoirs publics n'ont imposé aucune restriction à la liberté d'enseignement ni aux manifestations culturelles.

#### b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La constitution et la loi garantissent la liberté de réunion et d'association ; les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits dans la pratique.

#### c. Liberté de religion

Pour de plus amples renseignements sur la liberté de religion, consulter le *Rapport international de 2010 sur la liberté de religion* à l'adresse [www.state.gov/g/drl/irf/rpt](http://www.state.gov/g/drl/irf/rpt).

#### d. Liberté de mouvement, personnes déplacées à l'intérieur de la Belgique, protection des réfugiés et apatrides

La constitution et la loi garantissent la liberté de circuler à l'intérieur du pays, de voyager à l'étranger, d'émigrer et d'être rapatrié ; les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits dans la pratique. Les pouvoirs publics ont collaboré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour assurer une protection et une assistance aux réfugiés, demandeurs d'asile, apatrides et autres personnes dans le besoin.

#### Protection des réfugiés

La législation garantit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié, et les pouvoirs publics ont mis en place un dispositif pour protéger les réfugiés.

La loi permet aux autorités d'octroyer une « protection subsidiaire » aux personnes qui, ne satisfaisant pas aux critères, peuvent néanmoins prouver qu'en cas de retour dans leur pays d'origine, ils risquent la peine de mort, la torture ou un autre traitement inhumain. Entre janvier et septembre, 504 demandeurs, essentiellement d'Irak et d'Afghanistan, ont été admis à la protection subsidiaire. En cours d'année, 19 941 demandes ont été déposées, contre 17 186 en 2009. La plupart des demandeurs venaient d'Irak, du Kosovo, de Russie, de Guinée et d'Afghanistan. Entre janvier et septembre, le Commissariat aux réfugiés a accordé le statut de réfugié à 1 470 demandeurs. Les réfugiés dont la demande a été acceptée étaient pour la plupart originaires d'Iraq, de Guinée et d'Afghanistan.

En 2009, des dizaines de demandeurs d'asile qui résidaient illégalement en Belgique après le rejet de leur demande se sont réfugiés dans des églises et ont entamé des grèves de la faim pour attirer l'attention de la population sur leur situation. À la veille des vacances d'été 2009, le gouvernement est parvenu à un accord sur une nouvelle série de critères d'octroi de permis de séjour pour les étrangers sans papiers. Ces derniers ont été autorisés à déposer des demandes entre septembre et décembre. Les nouveaux critères concernaient les étrangers dont le temps de traitement de leur demande d'asile avait été exagérément long, les étrangers sans papiers dans une situation humanitaire précaire ou en mesure de prouver qu'ils s'étaient intégrés à la société locale soit parce qu'ils vivaient en Belgique depuis au moins cinq ans, soit parce qu'ils y occupaient un emploi rémunéré depuis au moins un an.

En 2009, 14 830 demandeurs ont vu leur situation régularisée en raison de la durée excessivement longue du traitement de leur demande, d'une situation d'urgence humanitaire ou pour état de santé, contre 8 369 l'année précédente. En 2009, FEDASIL – l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile –, la Croix-Rouge et les gouvernements locaux ont assuré une assistance en moyenne à 18 164 personnes, mais la capacité était insuffisante pour faire face à la demande croissante. La loi autorisait les réfugiés qui avaient séjourné pendant quatre mois dans un centre d'accueil à vivre de manière autonome et à quitter ces centres, une assistance matérielle leur étant procurée à cet effet.

Suite aux critiques exprimées en 2008 dans le rapport d'une commission parlementaire européenne, le gouvernement a annoncé que les mineurs non accompagnés arrêtés à la frontière ne seraient plus détenus dans des centres fermés mais placés dans des centres d'observation et d'orientation spécialisés. Les mineurs retenus avec leurs parents ont eu accès à un enseignement individualisé. En mai, la Commission européenne a adopté un plan d'action visant à harmoniser et à renforcer la protection des migrants mineurs non accompagnés. En 2009, FEDASIL a fourni un hébergement à

1 074 mineurs étrangers non accompagnés. Dans la pratique, les pouvoirs publics ont assuré une protection contre l'expulsion de réfugiés ou leur retour vers des pays dans lesquels leur vie ou leur liberté seraient menacées en raison de leur race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social spécifique ou opinion politique.

Les demandeurs d'asile déboutés ont été informés par écrit et verbalement des possibilités de rapatriement qui leur étaient offertes. Le gouvernement, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a proposé une aide à la réinstallation des demandeurs d'asile déboutés qui accepteraient de rentrer volontairement dans leur pays d'origine. Les candidats déboutés qui ne quittaient pas volontairement le pays ont fait l'objet d'un rapatriement forcé. Un rapport publié en cours d'année indiquait qu'entre 1984 et 2009 plus de 40 000 demandeurs d'asile déboutés et autres immigrants ont été rapatriés dans le cadre du programme Retour et émigration des demandeurs d'asile de Belgique (REAB), sponsorisé par l'OIM, dont 2 669 en 2009. Ce chiffre était en phase avec celui de 2008, année au cours de laquelle 2 446 personnes avaient également été rapatriées sous les auspices de l'OIM. Les familles dont les demandes ont été rejetées ont pu bénéficier temporairement d'un logement individuel.

En 2009, 6 439 personnes ont été envoyées dans des centres fermés que les demandeurs d'asile n'avaient pas le droit de quitter, contre 6 902 en 2008. Elles y ont séjourné en moyenne 24 jours. La plupart des réfugiés détenus dans ces centres venaient de Roumanie, du Brésil, du Maroc, de Bulgarie ou de Russie. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, des parlementaires belges et des représentants de la Fédération internationale des organisations de défense des droits de l'homme ont visité les centres fermés afin d'y vérifier les conditions de vie.

Des organisations non gouvernementales (ONG) ont souligné les conditions de vie déplorables dans les centres fermés pour demandeurs d'asile déboutés. L'État a commencé à rénover les centres fermés à l'aéroport de Bruxelles-National. En juillet 2009, le Conseil des ministres a décidé de créer de nouvelles places temporaires pour les demandeurs d'asile, et plus de 1 000 de ceux-ci ont été hébergés dans 20 hôtels. En novembre 2009, le gouvernement a approuvé la création de 1 200 places d'accueil supplémentaires. En décembre 2009, la Croix Rouge belge a accru sa capacité de quelque 240 places. L'organisme public d'entraide sociale et les ONG ont ouvert près de 350 places d'accueil individuelles. À fin novembre, 2 600 places supplémentaires avaient été mises à disposition.

### Section 3 Respect des droits politiques : droit des citoyens à changer de gouvernement

La constitution garantit aux citoyens le droit de changer pacifiquement de gouvernement ; les citoyens âgés de 18 ans ou plus ont exercé ce droit dans le cadre d'élections au suffrage universel régulières, libres et équitables. Le vote est obligatoire à toutes les élections. Les citoyens qui s'abstiennent sont passibles d'une amende symbolique.

#### Élections et participation politique

Des élections législatives se sont tenues le 13 juin. Les médias les ont considérées libres et régulières. Le fonctionnement des partis politiques n'a été entravé par aucune restriction ni ingérence extérieure. La constitution exige la présence d'hommes et de femmes au gouvernement fédéral ainsi

qu'aux gouvernements régionaux et locaux, et la loi impose une parité hommes-femmes sur les listes des partis dans le cadre des élections européennes, fédérales, régionales, provinciales et locales. À défaut, les élections seraient invalidées, et tout gouvernement qui s'ensuivrait serait illégal.

Suite aux élections du 13 juin, la Chambre des représentants de Belgique comptait 60 femmes pour 150 sièges, et le Sénat 25 femmes pour 71 sièges ; au gouvernement fédéral, 5 ministres et secrétaires d'État sur 23 étaient des femmes.

Sept membres de minorités siégeaient à la Chambre des représentants, tandis que cinq membres d'origine marocaine et turque siégeaient au Sénat.

#### Section 4 Corruption publique et transparence de l'État

La législation réprime la corruption publique ; généralement les pouvoirs publics ont appliqué correctement cette législation. Les responsables élus et les haut-fonctionnaires sont tenus de communiquer toute activité privée ou toute charge publique exercées régulièrement et de divulguer confidentiellement leur situation financière.

Hormis quelques exceptions, concernant notamment le matériel relevant de la sécurité nationale, la loi autorise le libre accès aux informations de l'État. Dans la pratique, les pouvoirs publics ont respecté cette législation.

Les rapports de novembre 2008 et novembre 2009 du Groupe d'experts des Nations Unies (UNGOE) sur la République démocratique du Congo (RDC) font état d'informations indiquant que Trademet et Traxys, deux sociétés basées en Belgique, avaient financé indirectement le conflit et les auteurs d'atteintes aux droits de l'homme dans l'Est de la RDC en achetant des minerais de guerre.

#### Section 5 Attitude des autorités à l'égard des enquêtes internationales et non gouvernementales sur les atteintes présumées aux droits de l'homme

De manière générale, diverses associations nationales et internationales de protection des droits de l'homme ont pu intervenir sans que les pouvoirs publics leur imposent de restrictions ; elles ont enquêté sur les atteintes aux droits de l'homme et ont publié leurs conclusions. Globalement, les pouvoirs publics se sont montrés coopératifs et sensibles aux opinions ainsi exprimées. L'État, qui finance le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR), lui a confié pour mission de lutter contre les discriminations, les exclusions et les traitements préférentiels sous toutes leurs formes fondés sur la race, la couleur de peau, l'origine familiale, le pays d'origine, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la situation financière, l'âge, les convictions religieuses ou idéologiques, la condition physique, le handicap ou les caractéristiques physiques. Le centre est chargé de veiller au respect des droits fondamentaux des étrangers et informe les autorités sur les problématiques ayant trait aux migrations, notamment au trafic et à la traite d'êtres humains. Il est également chargé de promouvoir le dialogue entre les acteurs publics et privés et dispose de la capacité d'ester en justice suite aux plaintes qu'il reçoit. Le public a le droit de solliciter l'avis du centre ou de signaler d'éventuels cas de discrimination. Le centre peut transmettre une affaire à la police et déposer plainte. C'est ainsi qu'en cours d'année le centre a déposé plainte contre Mgr Leonard suite aux propos dérogatoires tenus par ce dernier sur les victimes du sida.

Un médiateur fédéral et des médiateurs régionaux suivent les travaux des agences relevant de leurs compétences respectives et publient des rapports. En 2009, le médiateur fédéral a publié un rapport sur les centres fermés pour demandeurs d'asile déboutés.

Les pouvoirs publics ont coopéré avec les tribunaux internationaux dans la poursuite de criminels de guerre. En mai 2008, la police a procédé à l'arrestation de Jean-Pierre Bemba, chef du Mouvement de libération du Congo et ancien vice-président congolais, en application d'un mandat d'arrêt décerné par la Cour pénale internationale. Accusé de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, Bemba a été transféré à La Haye en juillet 2008. Son procès, qui devait s'ouvrir en avril, a été repoussé, la défense ayant fait valoir qu'elle ne disposait pas de ressources financières suffisantes. Le procès de Bemba a finalement débuté le 22 novembre.

#### Section 6 Discrimination, abus sociétaux et trafic d'êtres humains

La loi interdit toute discrimination fondée sur la race, le sexe, le handicap, la langue ou le statut social ; généralement les pouvoirs publics ont fait respecter ces interdictions.

La loi identifie 18 motifs de discrimination potentiellement répréhensibles : âge, orientation sexuelle, état civil, naissance, situation financière, convictions religieuses, orientation philosophique, condition physique, handicap, caractéristiques physiques, caractéristiques génétiques, statut social, nationalité, race, couleur de peau, origine familiale, pays d'origine et origine ethnique. Un texte de loi distinct régit la discrimination sexuelle sur le lieu de travail. En vertu d'une directive publiée par le Collège des procureurs généraux, la police et les procureurs doivent consigner la motivation raciale lorsqu'ils enregistrent des infractions. Concrètement, la police est tenue de mentionner dans son rapport si des motivations raciales sous-tendent l'infraction et, dans l'affirmative, l'affaire doit être transmise au procureur (p.ex. en cas d'homicide à caractère racial, il est également retenu le chef d'accusation crime motivé par la haine.

#### Femmes

Le viol – y compris le viol conjugal – est illégal ; les autorités ont engagé des poursuites dans les affaires de ce type. En 2009, la police fédérale a recensé 2 751 affaires de viol, contre 2 786 l'année précédente. Un individu reconnu coupable de viol est passible de 10 à 30 ans d'emprisonnement. La durée de la peine est fonction de l'âge de la victime, de la différence d'âge entre l'agresseur et sa victime, de la relation entre l'agresseur et sa victime et du recours ou non à la violence lors du crime.

L'âge minimal pour avoir des relations sexuelles consensuelles est de 16 ans. Le viol, au sens de la loi, est passible de 15 à 20 ans d'emprisonnement. Si la victime a moins de 10 ans, la peine encourue est de 20 à 30 ans d'emprisonnement. En mai, un tribunal bruxellois a condamné un homme pour le viol de ses trois enfants.

La législation interdit la violence conjugale. En 2009, la police fédérale a enregistré 20 471 affaires de violence physique entre partenaires, contre 19 768 en 2008, et 138 affaires de violence sexuelle entre partenaires, contre 131 en 2008. En 2009, on a recensé 17 258 affaires de violence psychologique ou de cruauté mentale entre partenaires, contre 16 927 en 2008. La loi définit et pénalise la violence conjugale, des amendes et des peines de prison étant prévues. Le droit autorise les forces de police à

pénétrer dans un domicile sans le consentement du chef de ménage dans le cadre d'une enquête suite à plainte pour violence conjugale ; toutefois il ressort des plaintes que, dans la pratique, la police s'y est souvent refusée. Un plan d'action contre les violences conjugales a été instauré, et les gouvernements régionaux ont officiellement participé à cette initiative. Les forces de police et les magistrats ont recensé l'ensemble des plaintes déposées, et des mesures publiques ont été adoptées pour lutter contre les violences conjugales.

Plusieurs centres d'accueil et lignes d'assistance téléphonique subventionnés par les pouvoirs publics étaient à la disposition des victimes de violences conjugales en Belgique. Outre l'accueil, nombre de services proposaient une assistance juridique et une aide à la recherche d'emploi, de même que des conseils psychologiques aux deux partenaires.

Dans un rapport remis au Sénat en 2008, la police fédérale a fait état de 17 crimes d'honneur commis lors des cinq années précédentes. Aucun crime d'honneur n'a été signalé dans le pays en cours d'année. Pendant l'année, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes a demandé des dommages et intérêts dans l'affaire d'une pakistanaise victime en 2007 d'un crime d'honneur suite à un mariage arrangé qui avait mal tourné. La culpabilité du frère de la victime a été établie, de même que la complicité de maints autres membres de la famille.

Il n'est pas facile d'avoir accès à des statistiques fiables sur le harcèlement sexuel, les plaintes officielles pouvant être déposées auprès de diverses entités. Le droit vise à prévenir la violence et le harcèlement au travail, obligeant les entreprises à instaurer des procédures internes en vue de traiter les plaintes déposées par le personnel.

La loi interdit toute discrimination fondée sur le sexe, la grossesse, la maternité ou le changement de sexe. Elle condamne également le harcèlement sexuel dans les relations professionnelles et en matière d'accès aux biens, aux services, à l'assistance sociale et aux soins. Une loi distincte interdit le harcèlement sexuel sur le lieu de travail ; les pouvoirs publics l'ont généralement fait appliquer.

La constitution garantit pleinement aux gens la liberté d'organiser leur vie privée, s'agissant notamment du droit fondamental des couples et des individus de décider librement et de manière responsable du nombre d'enfants qu'ils auront, selon quelle périodicité et à quel moment. Les centres d'hygiène sociale et les ONG locales de la santé ont pu intervenir librement pour diffuser des informations sur le planning familial. Aucune restriction au droit d'accès aux contraceptifs n'a été relevée. Les hommes et les femmes ont bénéficié de l'égalité d'accès au diagnostic et au traitement d'infections sexuellement transmissibles, s'agissant notamment du VIH.

Les organisations internationales estiment que la mortalité puerpérale s'établissait environ à cinq pour 100 000 naissances d'enfants vivants dans le pays en 2008.

La loi reconnaît des droits identiques aux femmes et aux hommes, notamment en matière de droit de la famille, de droit de propriété, au sein du système judiciaire, dans les rapports professionnels et en matière de protection sociale. L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, financé par le gouvernement fédéral et chargé de promouvoir l'égalité des sexes, dispose de la capacité d'ester en justice dès lors qu'il estime que la législation sur l'égalité n'a pas été respectée. La plupart des

plaintes qu'il a enregistrées en cours d'année avaient trait au travail ; le plus souvent, elles concernaient des femmes licenciées parce qu'elles étaient enceintes.

En cours d'année, le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de la loi de 2007 relative à l'intégration de la dimension de genre, laquelle fait obligation aux autorités d'intégrer les questions de genre dans la planification des politiques, la collecte de données, l'établissement des budgets, l'attribution des marchés et la rédaction de rapports. Selon l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, les autorités s'employaient à mettre en place le décret instaurant un test d'égalité entre les sexes (évaluation de l'ensemble des actes administratifs et juridiques au regard de l'égalité entre hommes et femmes) ainsi qu'un groupe de coordination interministérielle.

La discrimination économique à l'égard des femmes a persisté. L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes a publié une enquête (basée sur des données de 2007) montrant qu'en moyenne le différentiel de rémunérations brutes entre hommes et femmes était de 11 pour-cent. Cet écart était de 27 pour-cent chez les employés et de 16 pour-cent chez les ouvriers. Il était moins marqué dans le secteur public, où les femmes salariées gagnaient 7 pour-cent de moins que leurs collègues masculins. Les agents statutaires féminins gagnaient 1 pour-cent de plus que leurs collègues masculins. Compte tenu du travail à temps partiel, le différentiel global était de 25 pour-cent. Selon le rapport, les principaux facteurs contribuant à cet écart étaient la classification des postes, le secteur d'emploi, le type de contrat de travail et la durée effective du travail. Les autorités fédérales et régionales ont légiféré et publié des décrets en vue d'accorder aux femmes davantage de place au sein des conseils d'administration d'entreprises publiques et d'agences gouvernementales. Selon le Réseau européen des femmes libérales, 11,1 pour-cent des sièges au sein des conseils d'administration des grandes entreprises privées belges étaient occupés par des femmes, contre 7 pour-cent en 2008.

### Enfants

Les enfants nés vivants ont été enregistrés sans délai. La citoyenneté conférée aux enfants est fonction de la nationalité des parents.

Des cas de maltraitance d'enfants ont été signalés. En 2009, la police fédérale a recensé 5 201 cas d'abandon ou de maltraitance d'enfants, ou de négligences à leur égard, contre 3 971 en 2008.

L'ONG Child Focus a indiqué s'être occupée en 2009 de 2 087 affaires de disparition et de maltraitance d'enfants. 1 019 fugues ont été recensées, mais dans un cas sur deux environ les enfants sont rentrés chez eux dans les 48 heures. Trente-six affaires concernaient des enlèvements par des tiers. Child Focus a traité 467 affaires (ayant impliqué 672 enfants) d'enlèvements dans lesquelles les enfants avaient été emmenés à l'étranger.

Le pays a signé la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Pour des informations sur le rapt d'enfants par le père ou la mère, consultez le Rapport annuel du Département d'État sur le suivi de cette convention à l'adresse [http://travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport\\_4308.html](http://travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport_4308.html).

La loi assure la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle, l'enlèvement et le trafic, des sanctions sévères étant prévues pour les affaires de pédopornographie et de détention de contenu à caractère pédophile. Les peines encourues vont de 5 à 15 ans d'emprisonnement pour production et diffusion de contenu pédopornographique et d'un mois à un an pour détention d'un tel contenu. La loi permet d'engager des poursuites à l'encontre de résidents qui commettent ce type de crimes à l'étranger. Elle stipule que les criminels reconnus coupables d'abus sexuels sur un enfant doivent suivre un traitement spécialisé avant toute mise en liberté conditionnelle et continuer à être accompagnés et traités après leur sortie de prison. L'ONG Child Focus a traité 257 affaires d'abus sexuels et a poursuivi sa campagne de sensibilisation sur Internet. En 2009, le groupe a reçu 2131 signalements de pornographie infantile sur Internet et a transmis les affaires dignes d'intérêt aux unités spécialisées de la police fédérale.

Selon des chiffres officiels, en 2009 la police fédérale a enquêté sur 388 affaires de pédopornographie, et des réseaux internationaux opérant dans plusieurs pays ont été démantelés avec le concours d'Europol et d'Eurojust. Dans plusieurs instances, les juges ont infligé des peines d'emprisonnement pour téléchargement de contenu pédopornographique. Les investigations auxquelles Europol a procédé en 2007 en Autriche et en Pologne ont permis d'identifier une quarantaine de citoyens impliqués dans des affaires de pédopornographie. L'un d'eux était un ex-député de la ville de Mons. En mai, un directeur d'école a été arrêté pour détention et diffusion de matériel pédopornographique. Le procès d'un avocat qui était intervenu précédemment dans l'affaire de l'infâme meurtrier d'enfants Marc Dutroux a également débuté dans l'année ; cet avocat a été inculpé de détention et de diffusion de matériel pédopornographique.

Le viol et l'agression sexuelle sont considérés comme des crimes et passibles de 5 à 30 années d'emprisonnement, la peine maximale s'appliquant si la victime est décédée.

Au cours de la période couverte par ce rapport, le procureur fédéral a diligenté des enquêtes dans des affaires de maltraitance présumée d'enfants, de la part de prêtres de l'Église catholique, qui se seraient étalées sur de longues années. Suite à un interrogatoire de 10 heures de dignitaires ecclésiastiques et à des fouilles de tombes, des défenseurs de la liberté religieuse se sont plaints.

#### Antisémitisme

La communauté juive était estimée entre 40 000 et 50 000 personnes. Pendant l'année, 47 actes antisémites ont été signalés, contre 109 en 2009 ; il s'est agi notamment d'attaques contre des personnes, de harcèlements verbaux de juifs et d'actes de vandalisme contre des propriétés appartenant à des juifs. La loi interdit les déclarations publiques incitant à la haine nationale, raciale ou religieuse, entre autres la négation de l'Holocauste. À trois reprises des vandales non identifiés ont jeté des cocktails Molotov sur trois synagogues différentes : à Anvers en janvier, puis à Charleroi et à Bruxelles en avril. Des incidents verbaux et des propos haineux ont également été signalés. En septembre, deux incidents se sont déroulés à Anvers entre des Polonais ivres et des membres de la communauté juive. Les individus en état d'ébriété s'en sont pris physiquement à des juifs, insultant tous ceux qu'ils rencontraient. Le 8 novembre, à Anvers, trois adolescents ont jeté des pierres à des juifs, un homme et une femme, qui sortaient d'une boutique.

#### Trafic d'êtres humains

Pour des informations sur le trafic d'êtres humains, consultez le *Rapport annuel du Département d'État sur le trafic d'êtres humains* à l'adresse [www.state.gov/g/tip](http://www.state.gov/g/tip).

### Handicapés

La loi consacre la protection des personnes présentant un handicap physique sensoriel, intellectuel ou mental contre les discriminations en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins et autres services publics. En 2009, le CECLR a reçu 255 plaintes pour discrimination à l'encontre de personnes handicapées. La plupart avaient trait à l'emploi et concernaient l'accès à des bâtiments et des services privés et publics, notamment dans les transports publics, ainsi que l'accès à des banques, des bars et des restaurants. Même si les autorités ont rendu obligatoire l'aménagement d'un accès aux personnes invalides dans tous les immeubles publics construits après 1970, de nombreux bâtiments plus anciens étaient encore inaccessibles parce que classés monuments historiques.

### Minorités nationales, raciales et ethniques

Une enquête publiée en novembre 2009 sur la discrimination et l'intolérance telles que perçues par les minorités ethniques provenant d'Afrique du Nord, de Turquie, de l'Afrique subsaharienne et de l'Europe de l'Est a révélé que la couleur de peau et la tenue vestimentaire associée à l'islam étaient les facteurs qui contribuaient le plus à l'intolérance et à la discrimination, en particulier lors de la recherche de logement et d'emploi.

Dans son rapport annuel 2009, le CECLR indiquait que la discrimination à l'encontre des membres de la communauté musulmane – estimée à 500 000 personnes, essentiellement d'origine marocaine et turque – était nettement plus marquée qu'envers d'autres communautés d'immigrants.

En 2009, le CECLR, qui enquête sur des plaintes pour discrimination, racisme et incitation à la haine, a traité 1 692 plaintes pour discrimination et racisme, chiffre en recul par rapport à l'année précédente. La plupart des plaintes concernaient le pays d'origine et l'origine ethnique (49 pour-cent), les handicaps physiques (15 pour-cent) et la discrimination fondée sur l'orientation religieuse et philosophique (13 pour-cent). Les plaintes liées à l'origine ethnique, la nationalité, la race et la couleur de peau ont représenté 60 pour-cent de l'ensemble des plaintes enregistrées par le CECLR. Les lieux de ces discriminations présumées les plus souvent cités étaient le lieu de travail et Internet. Dans trente pour-cent des cas, les plaintes reçues par le CECLR ont été estimées justifiées. En 2009, 1,1 pour-cent des plaintes enregistrées par le CECLR ont donné lieu à des poursuites judiciaires. Les tribunaux ont reconnu plusieurs personnes coupables d'incitation à la haine raciale, d'insultes verbales, de négation de l'Holocauste et de voies de fait à l'encontre de demandeurs d'asile. Des juges ont condamné des employeurs pour discrimination à l'embauche fondée sur des motifs raciaux et physiques. Des propriétaires ont été condamnés pour discrimination à l'encontre d'étrangers et de handicapés.

Selon les données publiées par le ministère de la Justice pour 2008, 61 pour-cent des affaires de discrimination présumée portées devant les tribunaux se sont soldées par un non lieu.

Abus sociétaux, discrimination et voies de fait fondés sur l'orientation sexuelle et sur l'identité sexuelle

Selon le CECLR, 6 pour-cent des plaintes reçues en 2009 étaient liées à une discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. La plupart des plaintes étaient liées au travail, et le centre a reçu plusieurs rapports faisant état de voies de fait sur des homosexuels et des lesbiennes. Le 15 mai, 35 000 personnes ont participé à la Belgian Pride (l'équivalent de la Gay Pride) sans que la manifestation ait donné lieu à des actes de violence.

#### Autres manifestations de violence sociétale et de discrimination

En 2009, 3 pour-cent des plaintes reçues par le CECLR impliquaient une discrimination fondée sur l'état de santé ou sur des troubles médicaux, notamment à l'égard de personnes vivant avec le VIH/sida. La plupart des plaintes étaient liées à des incidents sur le lieu de travail.

### Section 7 Droits des travailleurs

#### a. Droit d'association

La loi confère aux travailleurs le droit de créer des syndicats et d'adhérer à celui de leur choix sans imposer d'autorisation préalable ni de contrainte excessive ; les travailleurs ont exercé ce droit dans la pratique, les travailleurs étrangers jouissant des mêmes droits que les travailleurs belges. Les élections des comités d'entreprise sont obligatoires dans les entreprises de plus de 100 salariés ; il en est de même des élections au comité hygiène et sécurité dans les entreprises de plus de 50 salariés. Environ 60 pour-cent des travailleurs des secteurs privé et public étaient syndiqués. La loi permet aux syndicats d'exercer leurs activités sans ingérence ; les pouvoirs publics ont protégé ce droit dans la pratique. La loi accorde le droit de grève à tous les travailleurs des secteurs privé et public, hormis aux militaires. Dans son enquête de 2010 sur les atteintes aux droits syndicaux, la Confédération Syndicale Internationale (CSI) a manifesté son inquiétude face à la discrimination antisyndicale et aux obstacles rencontrés par les représentants des travailleurs dans des PME.

#### b. Droit de se syndiquer et de négocier collectivement

Le droit de négocier collectivement est reconnu ; les autorités ont protégé ce droit. La loi interdit toute discrimination à l'encontre des syndicats et toute ingérence dans les fonctions syndicales ; les pouvoirs publics ont protégé ce droit dans la pratique. La CSI a signalé un incident antisyndical, un délégué syndical ayant été menacé d'un couteau le 4 mai.

Il n'existe aucune zone franche industrielle.

#### c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire ; de telles pratiques ont toutefois été signalées. Des femmes, des hommes et des enfants ont été amenés de l'Europe de l'Est, de l'Afrique subsaharienne et d'Asie en vue d'une exploitation sexuelle à des fins commerciales et pour du travail forcé. Des femmes et des jeunes filles victimes de ce trafic se sont prostituées dans des instituts de massage spécialisés, en tant qu'hôtesses et via Internet. Les hommes ainsi introduits en Belgique ont été contraints de travailler dans des restaurants, des bars, des ateliers clandestins, des exploitations horticoles ou fruitières et sur des chantiers. La police et les tribunaux se sont appuyés sur la

législation anti-traffic pour lutter contre l'exploitation économique. Dans son rapport 2009 sur le trafic d'êtres humains, le CECLR a mentionné plusieurs affaires d'asservissement par l'endettement, les victimes n'étant plus libres de leurs mouvements du fait qu'elles étaient privées de leur passeport.

Voir aussi le *Rapport annuel du Département d'État sur le trafic d'êtres humains* à l'adresse [www.state.gov/g/tip](http://www.state.gov/g/tip).

#### d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'embauche

La législation et la politique menée par les pouvoirs publics protègent les enfants contre l'exploitation sur le lieu de travail ; généralement les pouvoirs publics ont fait respecter cette législation. L'âge minimal à l'embauche est de 15 ans. Les jeunes âgés de 15 à 18 ans peuvent travailler à temps partiel et suivre des cours, le travail à temps plein leur étant autorisé pendant les vacances scolaires. Le ministère de l'Emploi et du Travail réglemente les secteurs qui emploient des adolescents afin de veiller à l'application du droit du travail. Il accorde occasionnellement des dérogations pour des enfants employés temporairement par des agences de mannequins et l'industrie du spectacle. L'inquiétude grandit à propos des enfants chargés de mendier pour le compte de gangs organisés dans les grandes villes.

#### e. Conditions de travail acceptables

À l'échelle nationale, le salaire mensuel minimum était de 1 387,49 € (1 859 \$) pour les travailleurs de 21 ans, de 1 424,31 € (1 908 \$) pour les travailleurs de 21 ans ½ justifiant de six mois d'ancienneté, et de 1 440,67 € (1 931 \$) pour les travailleurs de 22 ans justifiant d'un an d'ancienneté. Combiné à des prestations sociales conséquentes, cela assurait un niveau de vie décent à un travailleur et sa famille.

La journée de travail standard est de 8 heures et la semaine de travail standard de 38 heures. On peut rencontrer des exceptions, selon les conventions collectives, mais la durée du travail ne peut pas dépasser 11 heures par jour et 50 heures par semaine. Une période de repos de 11 heures est requise entre deux périodes de travail. Les heures supplémentaires sont rémunérées à 150 pour-cent du lundi au samedi, et à 200 pour-cent le dimanche. Le ministère de l'Emploi et du Travail ainsi que les conseils de prud'hommes ont fait appliquer correctement cette législation et ces réglementations.

Dès lors que leur sécurité ou leur santé est en danger, les travailleurs peuvent exercer leur droit de retrait sans que leur emploi puisse être remis en cause ; ils ont exercé ce droit dans la pratique. Globalement, le Service fédéral de l'emploi et de la concertation sociale a fait appliquer ces réglementations correctement.